

Le Courriel d'information

n°361 – Mardi 10 septembre 2002

LES MARCHÉS FOUS

Dans ce numéro

1. Puissance et impuissance (Par Geert Lovink)
Pour certains la globalisation signifie : « mobilité accrue des marchandises, des services, du travail, de la technologie et du capital dans l'ensemble du monde. Bien que la globalisation ne constitue pas un mouvement nouveau sa vitesse s'est accrue avec l'arrivée de nouvelles technologies surtout dans le domaine des télécommunications »
2. Le monde à l'envers de l'économie néo-libérale (Par Jamie Morgan)
On a souvent remarqué que les économistes néo-libéraux s'expriment dans un langage très particulier. Un peu comme celui des francs-maçons, ce langage est composé d'une partie principale confidentielle, incompréhensible pour la majorité, et d'un vocabulaire public qui, étant donné qu'il tient son pouvoir de l'incompréhensibilité du noyau confidentiel, peut difficilement être critiqué de manière efficace puisque le prêt-à-répondre de l'économiste néo-libéral est que la critique est déplacée :tout simplement, l'on ne comprend pas ou l'on ne peut pas comprendre.
3. 11 septembre (Par Christophe Aguiton)
Un an, c'est un laps de temps à peine suffisant pour risquer une interprétation sur l'impact d'un événement, même de l'importance du 11 septembre, sur le cours des choses. Mais, comme il faut avancer une hypothèse, l'idée qui sera développée ici est que le 11 septembre n'a pas marqué de tournant radical, mais qu'il a accéléré, ou rendu plus visibles et plus nets, des évolutions qui avaient été engagées dans la décennie précédente.
4. 13 enquêtes sur la violence d'état (Par Hans Jürgen Schlamp)
Les enquêtes menées par les juristes sur les sanglants combats de rue qui ont eu lieu à Gênes lors du sommet du G-8 révèlent que pour justifier des violences d'une brutalité incroyable, les gardiens de l'ordre italiens ont menti et falsifié les faits.
7. Vous avez rendez-vous avec ATTAC

Puissance et impuissance

Par Geert Lovink. Théoricien des médias et critique des réseaux.
Traduction. Michael Hesselnberg, coorditrad@attac.org, traducteurs bénévoles (*)

Pour certains la globalisation signifie : « mobilité accrue des marchandises, des services, du travail, de la technologie et du capital dans l'ensemble du monde. Bien que la globalisation ne constitue pas un mouvement nouveau sa vitesse s'est accrue avec l'arrivée de nouvelles technologies surtout dans le domaine des télécommunications » (1).

Au début des années 90 cette expression universitaire était peu connue. Mais en l'espace de quelques années la globalisation est devenue le terme le plus utilisé pour décrire l'ère qui a suivi la guerre froide. L'expression elle-même décrit la globalisation avant tout comme un processus. Elle ne veut pas être perçue comme un système dogmatique figé ou une idéologie. La globalisation veut que nous admirions son lustre et sa vitesse. Qui ne veut pas être un « acteur global » ? « Tout ce qui est fixe se dissipe dans l'air » comme l'écrivait déjà Karl Marx au 19e siècle pour décrire le caractère dynamique du capitalisme

Il est difficile d'aller à contre-courant. C'est un défi que de dégager de leur gangue technocratique rigide les éléments du capitalisme corporatif — et de toujours y prendre plaisir. « La fin de l'histoire » de Francis Fukuyama incarne le geste victorieux d'un système incontesté qui ne se connaissait plus d'ennemis : l'économie de marché plus la démocratie représentative. En plus En-dehors des grandes perspectives dramatiques que la globalisation réserve aux bouleversements spectaculaires on a eu recours à cette expression pour décrire un arsenal précis de mesures politiques dites « néolibérales ».

La page Internet de Corpwatch énumère quelques points : Le pouvoir du marché ; la diminution des dépenses publiques affectées à des mesures sociales et ainsi la réduction la protection sociale pour les plus pauvres ; la dérégulation ; la privatisation ; la suppression de la solidarité nationale et de l'Etat-providence et leur remplacement par la responsabilité individuelle(2).

Dans le monde entier le néolibéralisme a été imposé par de puissantes institutions financières comme le Fonds Monétaire International (FMI), la Banque Mondiale et la Banque Interaméricaine de Développement.

Quelques uns de ses pires effets se sont fait sentir au Mexique où –pendant l'année qui a suivi le traité de libre échange de l'ALENA– les salaires ont diminué de 40 à 50% alors que le coût de la vie a augmenté de 80%. Plus de 20 000 petites et moyennes entreprises ont été obligées de fermer pendant que plus de 1 000 entreprises publiques ont été privatisées.

Pour des consortiums globaux comme Microsoft la globalisation signifie avant tout « la localisation » de leurs produits. La définition de la globalisation par Microsoft est : « d'identifier les réalités locales porteuses; de développer des applications adaptées à ces réalités et d'écrire des programmes qui fonctionnent tout aussi bien quel que soit le contexte ». Autrement dit : adapter le produit« à un ensemble défini de langues qui se réfèrent à des régions géographiques déterminées » en fonction des besoins du client (3).

A côté de ces définitions rationnelles de la globalisation en tant que programme économique « néolibéral » la notion de globalisation est largement utilisée pour exprimer une crainte extrêmement diffuse d'être assujetti à un pouvoir (étranger).

Ainsi les Français craignent pour leur production cinématographique nationale et les Japonais protègent les planteurs de riz en tant qu'industrie vitale. A ce niveau-là il y a convergence entre le courant de droite et le courant de gauche. A l'intérieur des sociétés occidentales prospères la globalisation est sujet de débat au sein des classes moyennes insécurisées par la disparition du consensus social et culturel autour de l'Etat -providence (national) qui avait succédé à la deuxième guerre mondiale. Certains activistes « anti-globalisation » comptent sur l'Etat-nation mais ce n'est pas le cas de la majorité car il très improbable que le pouvoir de l'état national soit restauré dans un avenir prévisible.

Un retour au nationalisme, le désastre des siècles passés, serait une régression spectaculaire. Beaucoup d'études universitaires et les articles de journaux qui les ont utilisées ont eu grand mal à rester en phase avec la multiplicité et la complexité des développements globaux qu'a déclenchés le néolibéralisme (corporatif) soutenu par l'Etat.

Dans le cadre d'une régulation axée sur le commerce mondial les études sur la globalisation sont allées des mises en garde globales, des modèles de migration, de l'apparition de villes globales (Saskia Sassen), en passant par la propagation du SIDA, les conditions de travail et la destruction de l'environnement jusqu'aux études sur l'utilisation de technologies et de réseaux informatiques (Manuel Castells).

Pendant que certains faisaient un retour dans l'Histoire des origines du capitalisme global (la théorie des systèmes mondiaux d'Immanuel Wallerstein) d'autres se centraient sur les conditions très concrètes imposées aux travailleurs et à la nature dans l'Inde rurale (Vandana Shiva). D'après certains théoriciens de la globalisation la contestation de la globalisation néolibérale est elle-même une partie de ce processus.

Thomas L. Friedman consacre une grande partie de son livre « The Lexus and the Olive Tree » (*voir note à la fin) à la réaction contre le système. Il sait que le capitalisme global ne peut maintenir une légitimité durable car il est trop répressif, trop déshumanisant et trop injuste pour trop de gens. Pour Friedman et d'autres la résistance est une expression compréhensible (mais erronée) des réticences humaines contre « le progrès ». Les libéraux ultraconservateurs avaient jusqu'ici ignoré les incertitudes où était plongée la classe civile « innocente »(4). Editorialiste au New York Times Friedman prêtait l'oreille aux angoisses et plaintes croissantes face à la rapacité des entrepreneurs et à la baisse des revenus et de la qualité de la vie. On pourrait dire que Friedman est passé d'un discours triomphant –qui présente les mesures prises comme les étapes inévitables d'une logique implacable– à un discours plus tactique, plus prudent qui à l'instar des médias pèse le pour et le contre. L'ancien Friedman qui affirmait qu' « il fallait acheter Taiwan, garder l'Italie et vendre la France » (en 1999) ne présente plus la nécessité historique de « la camisole de force dorée » du FMI et de l'OMC.

Par contre les principaux éditorialistes nord-américains ont du mal à vendre la doctrine

d'après le 11 septembre de Bush parce qu'elle incarne des valeurs protectionnistes et unilatérales qui ne cadrent pas vraiment avec celles que prône le discours sur la globalisation des années 90. Dans le passé il était facile de critiquer la vieille Europe pour ses subventions agricoles de l'UE. Les décrets protectionnistes de l'administration de Bush-Jr. accordent aux agriculteurs et aux aciéries des USA des centaines de milliards de $ de subvention donnent tout simplement le mauvais exemple.

Le chapitre du livre de Friedman « The Lexus and the Olive Tree »(4) sur « le superflu raisonnable montre à quel point les journalistes et commentateurs de l'économie des EU ont participé à la création de « la manie du Dotcom » à l'effondrement de Enron , Andersen , Global Crossing , WorldCom et au déclin général du marché boursier des EU qui s'ensuivit.

« Revolution is US » ? Pour Friedman comme pour beaucoup de commentateurs contemporains les marchés ne pouvaient que prendre de l'extension. Il n'y a pas de crise, pas de récession, il n'y a que des corrections du marché. Les potentialités ne pouvaient pas diminuer, cela ne faisait tout simplement pas partie du schéma de la globalisation.

L'enrichissement rapide devait bénéficier à tous. Les réalités de statistiques globales d'après lesquelles les riches devenaient plus riches et les pauvres plus pauvres ne cadraient pas avec la conception du monde des adeptes du néolibéralisme. Le marché a échoué complètement à réduire les inégalités sociales. Il n'y a pas de répartition nouvelle du pouvoir et des revenus , tout au plus création de nouvelles élites corrompues comme en Russie, en Chine, en Inde et en Asie du Sud-Est. Au triomphalisme du marché mieux il faut préférer le sombre réalisme de Robert D. Kaplan dans son livre « The Coming Anarchy (5)

Par temps de guerre il est mieux de toute façon de s'en tenir à des réalistes sceptiques. La globalisation est une construction trop empreinte de l'Idéalisme hégélien. Trop beau pour être vrai. Kaplan refuse totalement l'Idée suivant laquelle la période après la Guerre Froide amènera démocratie et prospérité à tous. Il écrit : « Exactement comme après la 1ére et la 2e guerre mondiale notre victoire a ouvert le chemin à notre prochaine lutte pour la survie où le Mal portera d'autres masques ». Kaplan critique la prise en main du monde par des experts quasiment neutres (techniciens, avocats, chercheurs en sciences sociales, etc.). Pour Kaplan le monde est entièrement politique et ne peut pas (et ne sera pas) être dirigé par « une aristocratie d'experts techniques ». On ne peut pas dire cela du livre de Samuel Huntington « Le choc des civilisations ». A cette bible des "communautaristes" modernes (comme p.ex. Pim Fortuyn) manque la précision d'une analyse politique rigoureuse. Le conservatisme de Huntington est émoussé

Le 11septembre a préservé le monde « des dangers de la paix » selon la formule de Kaplan bien qu'Il ait écrit son essai en 1999. « The Coming Anarchy » n'a peut-être pas prédit le 11 septembre mais contient nettement plus d'éléments pour comprendre le monde d'après le 11septembre que Friedman, Fukuyama et les autres porte-parole du populisme de marché. Ceux-ci ne peuvent que s'étonner que la logique du rationalisme économique n'ait pas déjà résolu les problèmes du conflit en Palestine, du fondamentalisme islamique et de la protestation anti-corporatiste.

Après Seattle et le 11septembre il ne peut plus y avoir de théories de la globalisation sans une compréhension en profondeur du conflit et du pouvoir.

Geert Lovink.
Contact pour cet article. info@wastun.org
http://wastun.org/tapestry

1. http://canadianeconomy.gc.ca/english/economy.globalization.html
2. http://www.corpwatch.org/issues/PID.jsp?articleid=376
3. http://www.microsoft.com/globaldev/wrguide/WRG_g11n.asp
4. Thomas L. Friedman « The Lexus and the Olive Tree » , ce livre n'est pas paru en Français mais littéralement on peut le traduire par "Le luxe et l'olivier, voir aussi *,NdT..) , New York: Anchor Books, 1999. Il y a une description critique des civiles dans Christoph Speer, "Die Aliens sind unter uns" (pas paru en Français), Goldmann Verlag , pp. 171-173
* : « Lexus » n'existe pas en Anglais. « Lexus » est l'anagramme du mot luxury »('le luxe') qui fut inventé par des cadres de Toyota pour nommer un automobile de haut de gamme de cette marque. Il faut remarquer ce clin d'oeil de Friedman qui emprunte cet anagramme à une société on ne peut plus multinationale et néolibérale(NdT).
5. Robert D. Kaplan « The Coming Anarchy » (pas paru en Français), New York: Vintage Books 1999



Le monde à l'envers de l'économie néo-libérale

Par Jamie Morgan
Traduction. Paul Gignac, traducteur bénévole coorditrad@attac.org (*)

On a souvent remarqué que les économistes néo-libéraux s'expriment dans un langage très particulier. Un peu comme celui des francs-maçons, ce langage est composé d'une partie principale confidentielle, incompréhensible pour la majorité, et d'un vocabulaire public qui, étant donné qu'il tient son pouvoir de l'incompréhensibilité du noyau confidentiel, peut difficilement être critiqué de manière efficace puisque le prêt-à-répondre de l'économiste néo-libéral est que la critique est déplacée :tout simplement, l'on ne comprend pas ou l'on ne peut pas comprendre. Les variantes technocratiques de cette réponse sont depuis longtemps l'arme principale de l'arsenal des organisations qui justifient ou simplement rejettent les dangers du flot rapide de capital mondial à la recherche de ce dixième de pour cent supplémentaire. C'est aussi la réponse préférée de la Banque mondiale et du FMI, en dépit de la défection de Joseph Stiglitz et de toutes les preuves contre l'efficacité de leurs prêts sous conditions et contre leurs politiques de gouvernance économique. Mais qu'est-ce que cela veut dire quand ils déclarent "Nous savons ce que nous faisons, faites-nous confiance" ?

Le langage confidentiel de l'économie néo-libérale est l un de ceux de la méthode mathématique. Comme John Galbraith l'avait noté, l'économie professionnelle est organisée hiérarchiquement : économie hétérodoxe à la base, économie néo-libérale au sommet et les formes les plus mathématiques de l'économie néo-libérale à la pointe. Une enquête effectuée par la Commission américaine sur l'enseignement supérieur au-delà du premier cycle établit très clairement qu'une aisance à s'exprimer dans ce langage confidentiel est un passeport vers le prestige et l'avancement. Cette tendance à la mathématisation croissante de l'économie signifie que si un certain aspect du comportement n est pas exprimé par une valeur numérique, celui-ci n'est pas pertinent. Tout comportement économique pertinent est quantifiable et peut être exprimé en termes de quelques principes fondamentaux qui, à leur tour, permettent des calculs hautement complexes et des analyses rétroactives. Par conséquent, la pertinence c'est ce qui est approprié à la méthode plutôt que ce qui est intéressant dans certains aspects du monde. Cette vue ne constituerait pas en soi un problème insurmontable s'il n'y avait aussi des présupposés de base concernant le comportement économique auquel elle est appliquée.

Le néo-libéralisme suppose que les Hommes sont solidement programmés de manière à poursuivre leurs propres intérêts et que nos égoïsmes sont finalement et collectivement positifs. On ne peut s'empêcher de songer à la vision très différente que l'économie néo-libérale aurait élaborée pour nous, avec ses formules intimidantes et ses graphiques, si elle avait commencé par la supposition que les Hommes sont solidement programmés de manière à coopérer et à partager. Malheureusement, elle suit le même chemin que beaucoup des premiers personnages des Lumières avec une vision plutôt négative de la nature humaine et une vision optimiste de l'esprit de compétition de cette nature humaine négative. Le néo-libéralisme devance Gordon Gecko :il est bon d'être avide. Quand, tous ensemble, les Hommes du marché sont cupides, un ordre spontané et idéal émerge. En ce sens, tous les marchés sont les mêmes. Cochons, bombes et devises sont interchangeables. Ce langage confidentiel des quantités mesurables et mobiles considère l'économie comme les plateaux d'une balance qui, par l'ordre naturel des choses, tendent vers l'équilibre. On peut satisfaire autant d'avidité que possible dans les limites des contraintes de la rareté des ressources. Cela s'appelle sans rire :le bien-être social optimal. Dans la nature compétitive du marché un Homme peut triompher en accumulant beaucoup plus que les autres en s'autorisant de ses qualités supérieures de cupidité. Cela s'appelle toujours sans rire :le bien-être social optimal. Tout le monde a une chance de participer car ce qui compte ce n'est pas la distribution mais la complète satisfaction de l'avidité. L'avidité compétitive est une donnée. Puisqu'elle est innée, elle existe de tout temps et en tout lieu. Il en résulte que l'économie néo-libérale marginalise l'histoire, la géographie et les règles institutionnelles ou que, plutôt, elle les met à l'envers.

Les lieux, les époques et les organisations sont là où les Hommes ont des idées. Ils sont là où nous pouvons réfléchir de façon critique sur la société, la nature et sur nos relations avec elles. Malheureusement, les idées dérangent le fonctionnement des modèles économiques néo-libéraux. Les idées signifient que, bien que dans le passé l'action A devait être suivie par l'action B, demain cela peut être différent. Ceci rend les mathématiques difficiles même si ces actions sont quantifiablement égoïstes au sens néo-libéral traditionnel. Si des modèles émergent seulement après les faits, l'économie néo-libérale devient la


attac

"science funeste"que nous connaissons tous. Et qu'en est-il des idées qui ne sont pas facilement quantifiables, qu'en est-il des valeurs qui émergent de l'horreur que les statistiques peuvent nous montrer : pauvreté, famine et inégalité (qui sont parfaitement compatibles avec le bien-être social optimal des modèles néo-libéraux) ? Qu'en est-il des idées mondiales d'égalité, de justice, de droits de la personne, de droits de l'animal et de la conscience de l'environnement ? Ces idées "faussent"l'ordre naturel et son équilibre que le pur égoïsme sans entraves assurerait. Dans la logique de l'économie néo-libérale, nous sommes le pire ennemi de nous-mêmes parce que ce sont nos bonnes idées qui rendent la réalité tellement moins satisfaisante que la théorie.

La solution néo-libérale à cette situation est simple. Au lieu de chercher à ce que la théorie explique la réalité, on doit faire en sorte que la réalité se conforme à la théorie. C'est ainsi que l'économie néo-libérale met le monde à l'envers. Il s'agit de vaincre l'histoire, d'homogénéiser les lieux et de mettre à plat les institutions. Quand Heikki Patomaki explique que le rapport de l'OCDE avec son modèle néo-libéral n'est pas adapté à traiter des crises et de l'instabilité des marchés des changes (FOREX) FOREX est l abréviation en Anglais de « Association internationale des négociants de titres étrangers »), c'est ce qu'il veut dire. Ce n'est pas que les économistes néo-libéraux ne voient pas le problème mais que, plutôt, ils le voient à l'envers. Ils le voient dans les termes d'une théorie qui est comme celle du maître d'école qui pense que son établissement fonctionnerait de façon beaucoup plus efficace s'il n'y avait pas d'écoliers. La solution néo-libérale est que nous devrions avoir beaucoup moins de bonnes idées. C'est ici que le langage confidentiel de l'économie néo-libérale devient un vocabulaire public. Des idées comme la taxe Tobin sont des anathèmes parce que l'inaction, la non-intervention et le retrait sont des mots d'ordre. Selon le vocabulaire public de l'économiste néo-libéral, le rôle de l'État est précisément de servir "malgré nous" l'objectif élevé de l'harmonie (d'avidité compétitive). L'individualisme est son credo collectif.

L'individualisme néo-libéral signifie que nous sommes libres d'être différents tant que nous nous comportons tous de la même manière et selon le modèle de l'harmonie universelle. Se comporter de la même manière veut dire désirer les mêmes sortes de chose. Cela signifie la routine de travailler pour posséder et de posséder pour consommer, afin de travailler un peu plus pour posséder davantage. Si nous nous préoccupons des conséquences de ce manège, si nous nous demandons si c'est là tout ce qu'il y a, si nous choisissons d'agir collectivement, nous confondons, selon l'économiste néo-libéral, l'économique et le non-économique. Nous apportons des valeurs politiques et sociales là où règnent des décisions économiques techniques. En même temps, nous travaillons contre notre propre intérêt en faussant les processus qui garantiraient l'harmonie. Nous ne comprenons pas l'économie qui est la tâche de l'économiste et que nous devrions lui laisser.

En conséquence, pour l'économiste néo-libéral nous sommes aussi individuels que notre prochain achat. Cet individualisme est la différence entre une vache et une autre vache pour un zèbre. Cet individualisme, avec son refoulement des idées, est bovin dans toutes ses caractéristiques. Accepter, se conformer, suivre. C'est le comportement du troupeau dans tous les sens du terme parce qu'on refuse à cet individualisme le droit de mettre en question le système qui l'a produit. Quand surgissent de telles questions, elles demeurent à l'extérieur des barrières de Seattle et de Barcelone. Elles constituent une menace pour l'ordre technocratique parce qu'elles portent en elles la possibilité que les choses puissent être autrement et que l'harmonie puisse ne pas être vraiment harmonieuse. Une telle curiosité n'est pas tolérable et les États, au nom de l'individualisme, de l'inaction, de la non-intervention et du retrait, organisent, agissent, interviennent et font front.

La vulgate planétaire

L'économie néo-libérale est le langage du pouvoir. C'est la langue de communication de la Banque mondiale, du FMI, de l'OMC et des nations capitalistes les plus avancées. Mais - au détriment de la différence d'opinion - son vocabulaire public est aussi le langage qui bâillonne la société civile. Les citoyens sont cooptés par le langage même qu'ils utilisent. Cet été, j'ai corrigé près de 400 copies d'examen de niveau A sur l'économie du commerce international. Les réponses "correctes" comprenaient des déclarations du type "les syndicats faussent le jeu du marché"et "l'utilisation par les nations les plus pauvres d'arguments protectionnistes contre l'emploi des enfants dans l'industrie sape l'efficacité de la concurrence mondiale. La première réponse est un code pour "les droits des travailleurs sont nuisibles" la seconde, un code pour "le moindre coût est meilleur, quel que soit celui qui en pâtit". Convaincre dans des forums tels que ceux d'ATTAC et du PAE (Politiques de l Agriculture et de l Environnement) n'en est que plus difficile

parce que tel ou tel problème se complique dans certains milieux par la manière dont le vocabulaire néo-libéral renverse l'argument. Par exemple, dans les médias à grand tirage des E-U et du Royaume-Uni, les manifestations anti-capitalistes sont décrites comme une bataille dramatique de la jeunesse naïve contre l'expérience et l'expertise réalistes. Sous-jacent est qu'il s'agit là d'un conflit de génération entre ceux qui ont accepté l'inévitable et ceux qui ne l'ont pas fait. L'inévitable, bien sûr, est ce langage du monde à l'envers du néo-libéralisme. Le langage du résultat financier, des forces, des impératifs et des besoins du marché, devant lequel on ne peut que s'incliner. La différence d'opinion ne concerne pas des points de vue économiques divergents mais la pensée juste contre l'obstination fourvoyée. Étant donné que la situation n'est pas perçue comme une confrontation d'idées mais de générations, bien des attitudes de journalistes vont de la condescendance au cynisme. Dans tous les cas elles impliquent que la socialisation et l'abandon résoudront le problème de la manière que la contre-culture des années soixante a préparé les opérateurs de Wall Street des années quatre-vingt. Ce qui est supprimé par ces attitudes c'est le fait que le problème n'est pas la jeunesse mais la réalité de la pauvreté, de la famine, de la dette et de la dégradation humaine et écologique. Il est possible que des militants (jeunes et vieux) deviennent désabusés en raison de l'échelle du problème, qu'ils succombent à l'aliénation ou se perdent à cause de leurs propres urgences de devoir aussi se nourrir et se vêtir. Mais cela ne fait qu'illustrer la puissance et l'inhumanité des systèmes économiques humains que soutient le vocabulaire public du néo-libéralisme. Les problèmes que les critiques abordent demeurent intacts. L'Économie a besoin de sa propre Réforme, d un Martin Luther capable de traduire le langage des cantiques et des rituels dans la langue commune.

À quoi sert la croissance économique ?

Dans le néo-libéralisme, l'optimisation du bien-être de Pareto s'occupe des valeurs absolues de production. Elle s'intéresse à la distribution dans les limites où celle-ci devient une question d'allocation des ressources pour augmenter la valeur absolue de la production totale. Elle ne s'occupe pas de ce qui est produit et pour qui elle l'est. On pourrait penser que, même dans ces conditions, les instabilités causées par l'autonomie croissante des opérations financières vis-à-vis de la production serait une question fondamentale pour les néo-libéraux. Le fait qu'il n'en est rien tient à ce que le néo-libéralisme conçoit l'économie du monde comme une grande machine ayant besoin d'une mise au point plutôt que d'une conception nouvelle. Mettre au point signifie obtenir que les gens agissent de manières plus prévisibles. Le système même n'est pas instable en soi car, dans un monde à l'envers, trop d'intervention devient le problème et non la guérison. C'est comme déclarer que les armes ne tuent pas les gens, mais que ce sont les gens qui tuent les gens. La question fondamentale que l'économie néo-libérale ne peut pas poser, celle d'où découlent toutes les autres questions, est : à quoi sert la croissance économique ? La réponse qu'elle ne peut entendre est que l'économie devrait rendre compte de ce par quoi nous vivons, mais l'économie n'est pas ce pour quoi nous vivons.

Pour cet article, contactez : jamie@morganj58.fsnet.co.uk

11 septembre

Par Christophe Aguiton
Version française d un article paru dans Il Manifesto.

Un an, c est un laps de temps à peine suffisant pour risquer une interprétation sur l impact d un événement, même de l importance du 11 septembre, sur le cours des choses. Mais, comme il faut avancer une hypothèse, l idée qui sera développée ici est que le 11 septembre n a pas marqué de tournant radical, mais qu il a accéléré, ou rendu plus visibles et plus nets, des évolutions qui avaient été engagées dans la décennie précédente.

Deux conférences internationales majeures distantes de dix ans, le « sommet de la terre » de Rio de Jainero et le « sommet sur le développement durable » de Johannesburg, donnent un aperçu saisissant du chemin parcouru.

Il y a dix ans, l'optimisme régnait parmi les élites politiques et économiques. Les Etats-Unis avaient mis un coût d'arrêt, avec la guerre du Golfe, aux risques de déstabilisation rendus possible par la fin de la bipolarité et la chute de l'URSS, le capitalisme triomphait d'autant plus que le mouvement ouvrier avait subi de sévères reculs dans la décennie 80 et il semblait possible d'apporter des réponses aux problèmes non résolus du monde grâce au multilatéralisme et à l'action commune des Etats et d'une société civile représentée avant tout par les ONGs.

Johannesburg a été l'anti-Rio. La déception est partout affichée, le refus américain de signer un texte aussi limité que le protocole de Kyoto a



rendu impossible toute avancée sur les questions environnementales et les pays du Nord n'ont pas voulu dégager les moyens nécessaires au développement du Sud. Le drame palestinien et les risques d'intervention contre l'Irak étaient dans tous les esprits, quant à la "société civile", elle était surtout représentée par les multinationales des secteurs miniers, de l'énergie et de l'eau, les plus importantes ONGs dénonçant cette mascarade et défilant avec les mouvements sociaux sud-africains.

Trois évolutions majeures permettent de comprendre ce changement.

Tout d'abord celle du capitalisme lui-même. Au moment même où la "mondialisation libérale" s'imposait, en donnant un pouvoir inégalé aux multinationales, une série de crises révélait la faiblesse du système : crise financière, démarrant en Asie en 1997, crise économique et éclatement de la bulle spéculative sur les actions, à partir de 2000, crise de gestion des entreprises, enfin, avec Enron ou Worldcom.

Celle de la politique américaine ensuite. Dès la deuxième année de la présidence de Bill Clinton on voyait s'envoler le rêve wilsonien d'un monde géré par des institutions internationales respectées et fortes, et la toute puissance américaine s'exprimait directement, par des interventions militaires, dans les Balkans en particulier, comme sur le plan politique et économique. L'unilatéralisme américain ruinait toutes les avancées vers une "gouvernance mondiale" qui aurait pu être le pendant et le contrepoids à la mondialisation économique, comme que le défendaient certaines ONGs et quelques gouvernements, en particulier en Europe.

La relance d'un cycle de mobilisation à l'échelle mondiale à partir de Seattle, dont les précurseurs ont été les grévistes coréens et français ou les Zapatistes du Chiapas, est aussi à la base des transformations auxquelles nous assistons. Une remise en cause radicale de la mondialisation libérale s'exprime désormais tant face aux sommets internationaux que contre les mesures libérales prises par les gouvernements ou imposées par les institutions internationales, les exemples les plus récents étant les grèves générales italiennes et espagnoles ou le mouvement de protestation en Argentine.

Le 11 septembre a évidemment accéléré ces processus et rendu plus aiguës certaines contradictions.

L'instauration, par les Etats-Unis, d'une phase de guerres permanentes renvoie à des raisons plus profondes que la volonté de donner des gages à une population américaine choquée par les attentats. L'Empire américain a ceci de spécifique qu'il ne cherche pas à conquérir des territoires ou à instaurer une "pax romana" qui garantirait une stabilité de long terme. Ses objectifs sont plus limités : assurer à ses entreprises des débouchés et des marchés et garder une liberté de manœuvre totale sur le plan politique et militaire, sans être entravé par le moindre accord ou la moindre institution. Mais devant les levées de bouclier qu'une politique de ce type ne peut que déclencher, rien ne vaut la mise en avant d'un risque mondial tel qu'il justifie la prééminence américaine et le suivisme d'alliés qui n'ont pas les moyens d'agir de leur propre chef. Ce système a fort bien fonctionné tant que l'URSS existait, la bipolarité et la guerre froide permettaient aux deux rivaux de dominer leurs camps sans partage ni réelle contestation. La disparition de l'URSS a marqué la fin de cette période et le réaffirmation, après de timides tentations multilatéralistes, de la toute puissance américaine, a coïncidé avec la recherche d'un nouvel ennemi qui la justifierait. Sous la présidence de Bill Clinton est ainsi apparue la notion de "rogue states", des "états voyous" qui menaceraient la stabilité du monde. Les attentats du 11 septembre ont permis à l'administration américaine de recycler ces théories et on a vu George Bush inclure dans "l'axe du mal" trois pays qui faisaient partie de la liste des "états voyous" définie par l'administration Clinton. Mais la poursuite de cette politique se fait un cran au-dessus, le budget militaire connaît une forte augmentation et les interventions militaires se multiplient.

L'activisme militaire américain et la pression politique de l'administration Bush produit des effets contradictoires. C'est d'abord l'alignement qui domine. Avant le 11 septembre, les institutions internationales cherchaient des appuis en dehors des états, et d'abord des Etats-Unis qui les mettaient souvent sur la sellette, et mettaient en avant l'émergence de la "société civile", multinationales comme ONGs. On pouvait même voir, comme à Durban pour la conférence de l'ONU sur le racisme, en août 2001, des sommets internationaux adopter des résolutions en l'absence des Etats-Unis qui avaient décidé de quitter la séance. Dans la dernière année ces velléités d'indépendance se sont estompées et l'on a vu, à la conférence de l'ONU sur "les finances pour le développement" à Monterrey, au mois de mars, ou à Johannesburg, en août, ces institutions et la communauté internationale se plier aux desiderata américains. Mais ce suivisme pourrait

être de courte durée, les réserves qui s'expriment dans le monde entier contre la guerre que prépare Washington contre l'Irak en est un indice.

Mais, pour cela, un facteur décisif est la croissance et la maturité du mouvement de lutte contre la mondialisation libérale. Le 11 septembre a coïncidé avec une phase d'élargissement de ce mouvement. De Seattle à Gênes, ou Québec, en avril de la même année, pour le continent américain, le mouvement avait un impact politique très fort, mais il était numériquement limité et fonctionnait un peu sur le registre du "mouvement par délégation", pour reprendre une formule utilisée pour les grèves de 1995, en France, où les salariés du privé, ne pouvant le plus souvent pas faire grève, soutenaient les grévistes du public. Québec et Gênes ont marqué un saut quantitatif, et donc qualitatif : l'arrivée de centaines de milliers de jeunes, mais aussi de syndicalistes et de militants associatifs, changeait la nature même du mouvement. On a pu le vérifier dans les mois qui ont suivi, avec le succès des grèves générales italiennes et espagnoles qui s'opposaient à des mesures de flexibilisation du marché du travail partout mise en œuvre, au nom des exigences de la mondialisation… Ce mouvement, si l'on met à part les Etats-Unis où la majorité des syndicats n'a pas encore rompu avec la politique militariste de leur gouvernement et ne participe pas à un mouvement anti-guerre qui prend de l'ampleur dans la jeunesse, a su lier le combat pour la paix au combat contre la mondialisation libérale. Les trois thématiques du Forum Européen de Florence seront la lutte contre le néolibéralisme, la lutte contre le racisme et la xénophobie et la lutte contre la guerre. Le "mouvement" a été de même capable d'intervenir sur la question palestinienne en participant massivement aux "missions civiles" sur le terrain, permettant d'établir des solidarités à un niveau qui n'avait jamais été atteint pendant un conflit armé.

On peut être certain que le durcissement de la politique américaine va avoir comme conséquence une croissance et une radicalisation du "mouvement". On a eu un indice en Afrique du Sud, le 31 août, pendant la conférence de Johannesburg, où deux manifestations ont eu lieu : une de l'ANC et de la Cosatu, le grand syndicat sud-africain, soutenue par les ONG les plus institutionnels, et une autre des sans-terres et des comités anti-privatisation de Soweto et des autres quartiers de la ville, soutenu par Via Campesina et d'autres mouvements sociaux internationaux. A la surprise générale, la manifestation la plus radicale a été trois fois plus nombreuse que la première et a su rallier de nombreuses ONG, les amis de la terre, GreenPeace, la Lega Ambiente ou le Sierra Club… Le défi, pour le mouvement, sera de se doter d'axes et de revendications communes et d'un calendrier de mobilisation efficace. C'est ce qui sera à l'ordre du jour du Forum social européen à Florence, en novembre et à Porto Alegre, en janvier 2003.

Contact pour cet article. aguiton@attac.org

Plus d Information.

Colloque international organisé par ATTAC France attacfr@attac.org « Le 11 septembre, un an après » Paris, 11 septembre 2002 - MC93 Bobigny 16 h 30 - 23 h 00 http://attac.org/fra/asso/doc/doc96.htm

Table ronde 1 : 16 h 30 - 18 h 30 « Une année d'occasions manquées » - Dean Baker (Etats-Unis), économiste, co-directeur du Center for Economic and Policy Research (CEPR), Washington - Riccardo Bellofiore (Italie), économiste à l'université de Bergame ; membre du Conseil scientifique d'Attac Italie - Susan George (France), vice-présidente d'Attac France - Heikki Patomäki (Finlande), professeur d'économie politique internationale à l'université de Nottingham Trent, Royaume-Uni + Table ronde 2 : 19 h 30 - 21 h 00 « Contre l'aveuglement libéral, des alternatives aux politiques économiques internationales » Thomas Palley (Etats-Unis), directeur du Globalization Reform Project Open Society Institute, Washington - Dominique Plihon (France), président du Conseil scientifique d'Attac France - Gianni Rinaldini (Italie), secrétaire général de la Federazione Impiegati Operai Metallurgici (FIOM) + Table ronde 3 : 21 h 30 - 23 h 00 « Pour un autre ordre mondial » Bernard Cassen (France), président d'Attac France - Philip S. Golub (Etats-Unis), journaliste, professeur associé à l'Institut d'études européennes de l'université Paris VIII - Emir Sader (Brésil), coordinateur du Laboratoire des politiques publiques de l'Université de l'Etat de Rio de Janeiro, journaliste et écrivain - Peter Wahl (Allemagne), membre du comité exécutif de World Economy, Ecology and Development (WEED), Berlin

13 enquêtes sur la violence d'état

Par Hans Jürgen Schlamp. Journaliste Der Spiegel
Traduction. Yannice Elfe, coorditrad@attac.org traducteurs bénévoles (*)

Ce fut une boucherie. Des mâchoires furent brisées, des bras et jambes cassés, des cuirs chevelus fendus. Des policiers italiens

professionnels du corps à corps prirent d'assaut une école, dans laquelle des jeunes gens venus des quatre coins d'Europe allaient se mettre au lit. C'est la mairie qui les avait logés là.

« On aurait dit des drogués", déclare un jeune Allemand de 21 ans qui effectuait son service civil. « Ils étaient enragés et tapaient sur tout ce qui bougeait avec leurs matraques ». 93 hommes et femmes ont été empoignés et arrêtés. 62 ont dû être évacués en ambulance. Nombre d'entre eux , gravement blessés, ont dû être placés en réanimation.

Triste point culminant d'un week-end politique estival à Gênes: l'an dernier, du 20 au 22 juillet, les chefs de gouvernement des sept principaux pays industriels occidentaux ainsi que le président russe s'étaient réunis afin d'échanger leurs points de vue. Environ 300 000 personnes se rassemblèrent afin de manifester contre la politique menée par les pays du G-8.

L'Etat garant de l'ordre était lui aussi représenté par plus de 15 000 soldats et policiers. Les émeutes qui avaient eu lieu peu de temps auparavant lors du sommet européen à Göteborg en Suède ne devaient pas se reproduire à Gênes.

Ce fut bien pire. Le sommet du G-8 s'acheva dans la rue, dans un bain de sang et de violence. Plus de 400 manifestants furent arrêtés, presque 600 blessés, l'un d'entre eux fut tué d'une balle par un policier. L'Europe entière suivit épouvantée ce chaos sur le petit écran.

13 enquêtes furent ouvertes depuis, dont certaines à l'initiative du Parlement et du ministre de l'Intérieur. Ces dernières se rallièrent sagement aux déclarations de la classe politique, selon lesquelles « mises à part quelques fautes et négligences individuelles" (selon le rapport du Parlement qui obtint la majorité absolue), tout s'était bien passé à Gênes. Somme toute, le vice-premier ministre Gianfranco Fini, du parti néofasciste Alleanza Nazionale occupait alors une position centrale dans la police. Et le chef du gouvernement Silvio Berlusconi avait immédiatement déclaré de façon catégorique qu'il soutiendrait sa police. Trois officiers de haut rang qui faisaient partie de l'unité d'intervention génoise furent mutés sur des postes équivalents. Un point, c'est tout.

Les procureurs chargés du dossier ne s'en tinrent pas à cette version simpliste. Ils interrogèrent policiers et manifestants, examinèrent les photos, étudièrent les vidéos et commencèrent par suspendre la plupart des procédures pénales engagées par la police contre les protestataires. Un mois plus tard, ils ouvrirent huit nouveaux dossiers mettant en cause 148 policiers.

Les juristes génois sont loin d'avoir terminé leur travail. Et pourtant ils ont déjà révélé des choses monstrueuses , par exemple le comportement des forces de police lors de l'attaque de l'école Pascoli.

Les autorités avaient justifié leur brutalité par le fait qu'elles devaient s'attaquer à des gens dangereux, armés jusqu'aux dents et voulant semer la bagarre. Des pierres auraient été lancées auparavant sur les voitures de police, blessant 17 policiers dont un de façon presque mortelle.

Lors d'une conférence de presse internationale, les autorités présentèrent des pièces à conviction impressionnantes: des armes effrayantes telles que des pioches et de lourds tuyaux en métal qui auraient été entreposées dans l'établissement scolaire. Et en plus deux cocktails Molotov, des bouteilles remplies d'essence d' un effet similaire à celui de grenades à main.

Seulement, le polar officiel ne résista pas aux interrogatoires et enquêtes des magistrats. Petit à petit on se rendit compte que les preuves étaient falsifiées et que le motif de l'attaque nocturne avait été inventé de toutes pièces. Par exemple, le fonctionnaire qui au procès-verbal avait témoigné avoir vu personnellement jeter des pierres à la police finit par avouer qu'il avait seulement entendu parler de cet incident par un collègue dont il avait oublié le nom.

Même si les manifestants avaient jeté des pierres, elles seraient arrivées trop tard. La direction de la police avait décidé dès le matin de donner l'assaut.

Pasquale Guaglione, le représentant du chef de la police de Bari reconnut sur les photos et les vidéos les cocktails Molotov si fièrement exhibés. Il les avait trouvés lui-même l'après-midi en ville sous un buisson et les avait mis en lieu sûr. Un officier de police de haut rang les avait apportés personnellement à l'école en soirée, comme le prouvent des vidéos amateurs. Qui lui en avait donné l'ordre, on n'en sait encore rien. La vidéo montre seulement la direction de la police italienne presque au grand complet en train d'examiner avec intérêt avant l'assaut « les petits cadeaux combustibles ».

Les pioches et les tuyaux en métal n'étaient pas des armes de manifestants violents, mais les outils d' ouvriers chargés de rénover l'école pendant les vacances d'été. Ils se trouvaient



d ailleurs dans une pièce restée fermée jusqu'à ce que la police l'ait forcée, ainsi qu'il s'avéra plus tard.

Lors de l interrogatoire des 17 policiers soi-disant blessés, 15 se refusèrent subitement à toute déclaration. Deux expliquèrent qu ils s étaient blessés eux-même par maladresse.

Seul le policier Massimo Nucera tint bon : un homme l aurait attaqué dans l école avec un couteau. Il n aurait survécu que grâce à son gilet pare-balles. L agresseur se serait malheureusement enfui mais aurait laissé tomber son couteau. Une grande entaille en travers de sa veste d' uniforme fut montrée en gros plan à la télévision en guise de preuve.

Mais l expertise demandée par le procureur conclut que cette histoire ne peut pas être vraie. L entaille ne peut pas avoir été faite lors d une attaque, la veste a dû être étalée sur le sol ou sur une table.

Les gardiens de l'ordre avaient été „les victimes d agressions violentes", selon les déclarations du chef de la police, Gianni De Gennaro. Il avait fallu recourir à la violence « pour répondre à la violence ». Les enquêtes sur le sommet sanglant du G-8 établissent cependant une autre version des faits. Des unités de police auraient frappé et donné des coups de pied sans raison, brutalement matraqué des manifestants pacifiques et lancé des grenades lacrymogènes sur d'inoffensifs passants. Ce n'est pas seulement à l école Pascoli, mais aussi dans les rues de Gênes et dans les cellules de la caserne Bolzaneto, où des manifestants furent épouvantablement maltraités, que l'Italie oublia qu'elle était un état de droit. Lors de certaines interventions les représentants de l ordre se conduisirent comme les sbires d un dictateur du tiers monde.

Amnesty International, l organisation de soutien aux prisonniers, déclara après avoir questionné des témoins venant de 15 pays que "les droits de l homme avaient été bafoués à Gênes à un point jamais atteint dans l'histoire récente de l Europe". Les enquêtes des magistrats viennent à l'appui cette constatation.

Seul un groupe de protestataires anti-mondialisation parmi des milliers échappa régulièrement aux attaques des représentants de l ordre: il s agit d un groupe international de casseurs que l on appelle dans le jargon policier „le black block" et qui se mêle depuis quelques années à de nombreuses manifestations, quelle que soit leur objet Les casseurs masqués et vêtus de noir ont brisé les vitrines et mis en pièces le mobilier de 34 banques, 126 magasins, 6 supermarchés, 9 bureaux de poste et selon le bilan officiel, incendié 226 voitures. Il est cependant étrange que, bien qu ils se soient livrés à ces déprédations à quelques mètres seulement de policiers sur le pied de guerre, ceux-ci n'aient jamais pris les vandales du Black Block sur le fait.

Un autre fait bien étrange: aux groupes supposés être des agitateurs d extrême gauche se mêlèrent par douzaines des casseurs d extrême droite. La police en était parfaitement informée. Dans un document interne, publié par la suite dans la presse, les autorités responsables de la sécurité exposent qu' avant le sommet du G-8 des membres des groupes néo-nazis « Forza Nuova » et « Fronte Nationale » se mêlaient aux groupes anarchistes afin de faire du tapage et discréditer les manifestants de gauche. Cette découverte n'eut apparemment pas de suite.

Au contraire. Les amis politiques anglais furent invités par les casseurs italiens qui leur indiquèrent que la police génoise ne tenterait rien contre eux. « Nous allions pouvoir faire tout ce que nous voudrions » déclara « un nazi de Birmingham » à un journaliste en lui faisant part de cette merveilleuse promesse.

Aux nazis du camp noir s'étaient joints de toute évidence des policiers. Une photo diffusée par l organisateur de la manifestation « Genoa Social Forum » montre par exemple un groupe d hommes sur des escaliers ce samedi sanglant vers 16 heures. Certains sont en civil et passent inaperçus, d autres habillés de noir et armés de bâtons, l un d entre eux porte l uniforme et un casque de police. Ils viennent de sortir en bonne intelligence d une caserne de carabiniers.

La télévision italienne montra des scènes tournées en cachette dans lesquelles des militants anarchistes se retrouvèrent avec des policiers en uniforme, fumèrent une cigarette et bavardèrent au vu et au su de tout le monde avant de retourner dans la rue et aux bagarres.

Le réalisateur Davide Ferrario, âgé de 46 ans, assure également avoir observé des rencontres entre policiers et individus masqués tels qu'on en trouve au sein du „black block". Il a pu les filmer en partie avec une vidéo jusqu à ce que la police le chasse. Un des prétendus combattants de rue se serait même accroché un insigne de police autour du cou, avant de rejoindre un groupe en uniforme.



Claudio Scajola, le ministre de l'Intérieur en fonctions à ce moment-là, a toujours maintenu qu'une armée de 5 000 casseurs du Black Block avait mis Gênes en état de guerre. Mais maintenant les procureurs Anna Canepa et Andrea Canciani confirment après l'examen de centaines de photos et films vidéos et l'audition de centaines de témoins ce que de nombreux observateurs supposaient déjà : Le noyau dur ne comptait pas plus de 200 personnes.

Certes ils ont pu détruire une partie de la ville et organiser dans les rues en flammes d'excitantes parades guerrières avec tambours et drapeaux sans être dérangés. La police est intervenue seulement après le retrait des troupes de casseurs. Alors elle a lancé des grenades lacrymogènes dans la foule et matraquer les manifestants restés dans la rue, dont un groupe de jeunes catholiques qui voulaient faire entendre à Gênes. une critique de la mondialisation formulée par le pape Jean Paul II.

La police ne fut pas la seule à se comporter de façon étrange, les activistes noirs en firent autant. Ils s'en prirent à d'autres manifestants, aux journalistes et contrairement à leurs attitudes et professions de foi accoutumées ne se contentèrent pas de mettre le feu à des voitures "de bonzes" mais aussi à des caisses cabossées appartenant à de pauvres gens.

Le plus étrange, c'est qu'ils n'essayèrent même pas de se rapprocher de la "'zone rouge" interdite où les chefs d'Etat dînaient et discutaient. Les casseurs masqués menèrent leur tapage dans les faubourgs de la ville, offrant ainsi à la police des occasions bienvenues de commencer ici à s'attaquer aux dizaines de milliers de manifestants anti-mondialisation qui s'y trouvaient – et cela bien loin du secteur de sécurité. Hasard, incapacité ou stratégie ?

Un vandale du Black Block, âgé de 28 ans et venu de Nuremberg s'étonne lui-même a posteriori de la facilité qui lui fut laissée ainsi qu'à ses amis de casser et mettre le feu. « Peut-être étions-nous des éléments d'un plan qui nous dépassait beaucoup ", déclara-t-il songeur à la presse lors d'une interview.

Un autre point bien étrange est également la mort du manifestant Carlo Giuliani, âgé de 23 ans.

Sur la Piazza Alimonda, au centre de la ville portuaire d'Italie du Nord, des manifestants violents s'en prirent sans ménagements à une jeep de carabiniers. L'un d'entre eux, Giuliani, ramassa un extincteur sur le sol, le souleva et fit mine de vouloir le lancer à travers la fenêtre arrière brisée du véhicule de police. C'est alors que le carabinier Mario Placanica, âgé de 20 ans, assis dans le véhicule, tira sur le jeune homme. Par peur et en état de légitime défense, dit-il.

Carlo Giuliani tomba sur le sol, la tête saignant abondamment. La jeep, faisant soudainement marche arrière, écrasa le mourant.

Ce qui semblait au début clairement établi par des photos et des films vidéos apparut au fil des enquêtes de plus en plus contradictoire. Le jeune carabinier déclara lors du procès-verbal avoir tiré deux fois. On retrouva deux cartouches vides. Mais l'expertise balistique révéla que l'une d'elles ne correspondait pas à l'arme du jeune policier. Y a-t-il donc eu un autre tireur ?

Selon une expertise, Giuliani se trouvait à un mètre cinquante de la voiture et sur le côté lorsqu'il fut mortellement atteint. Une vidéo montre cependant clairement que Giuliani était plutôt à trois voire quatre mètres derrière la voiture .

D'où venait l'extincteur? De la jeep? Comment la vitre arrière du véhicule a-t-elle été brisée? De l'intérieur ou de l'extérieur? Et pourquoi les douzaines d' officiers de police rangés en ordre de bataille avec matraques et boucliers à 50 mètres à peine de l'endroit où le véhicule de leurs collègues fut attaqué n'intervinrent-ils pas?

Le problème est difficile à résoudre. Les policiers chargés de relever les empreintes mirent deux jours à venir sur les lieux. Les services de voirie avaient été plus rapides. Ils avaient depuis longtemps effacé toute trace.

Hans Jürgen Schlamp
Paru dans Der Spiegel 02/09/02 - 36/2002

Vous avez rendez-vous avec ATTAC

Intéressé(e) par un rendez-vous il suffit de cliquer sur http://attac.org/indexfr puis de choisir « ATTAC dans le Monde » « Rendez-vous avec ATTAC » pour en obtenir les détails.

-- Mardi 10
AUSTRIA: Wien



DANMARK : Arhus
FRANCE: Foix – Chalons en Champagne - Poitiers

-- Mercredi 11
AUSTRIA : Graz
BELGIE BELGIQUE: La Louviere
FRANCE: Bobigny – Nantes – Aix en Provence – Chaumont – Paris 15 – Beziers – Salon de Provence – Marseille – Aix - Paris
SVERIGE : Stockholm

-- Jeudi 12
DANMARK : Kobenhavn
ESPANA : Vigo
FRANCE: Nimes – Chatellerault – Salon de Provence – Lille – Roubaix – Marseille – Montmorillon
SVERIGE : Malmo

-- Vendredi 13
AUSTRIA : Wien
BELGIE BELIGIQUE : Arlon -
FRANCE: La Courneuve – Noisiel - Montmorillon

(*) coorditrad@attac.org est l'adresse de secrétariat international des bénévoles qui coordonnent une équipe de 700 traducteurs répartie sur toute la planète. Vous aussi vous pouvez participer. Il suffit de les contacter en précisant votre (ou vos) langue maternelle et les langues depuis lesquelles vous pouvez traduire. Le travail de traduction est basé sur le volontariat et ne vous engage pas à répondre à toutes les demandes tout le temps. Vous travaillez à votre rythme et en fonction de vos intérêts.